



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 06/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VILLARD SARL

12 rue des Prés Saint Martin
ZI
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E24-1852
Code AIOT : 0006501916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2024 dans l'établissement VILLARD SARL implanté 12, rue des Prés Saint Martin ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLARD SARL
- 12, rue des Prés Saint Martin ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VILLARD est autorisée par arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 188 du 08 juillet 2009 à exploiter un atelier de surface, situé au 12 rue des Prés Saint-Martin sur la commune de MONTEREAU-FAULT-YONNE.

Elle est spécialisée en traitement de surfaces par électrolyse sur les cuivreux, les aciers et le zamak (alliage de zinc, aluminium et magnésium).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défense incendie
- Rejets Aqueux et atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.3.4	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Prévention des incendies	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.6.2 à 7.6.4	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement IED de l'établissement	Lettre du 05/04/2023	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques contrôles ont du retard, en particulier sur le volet des rejets des eaux industrielles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement IED de l'établissement

Référence réglementaire : Lettre du 05/04/2023
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement au regard du champ d'application du BREF FMP
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations que la SARL Villard exploite à Montereau Fault Yonne relèvent de la nomenclature des installations classées définies à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement sous la rubrique 3260. Elles relèvent des dispositions de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive IED (Industrial Emissions Directive).</p> <p>Les sites qui réalisent des traitements de surfaces des métaux, et qui relèvent de cette rubrique, ont généralement pour BREF principal le BREF STM (Traitement de surface des métaux et des matières plastiques).</p> <p>Pour autant, leurs activités sont susceptibles de relever du BREF FMP (Transformation des métaux) dans son champ d'application et dans ses meilleures technologies disponibles (MTD), bien qu'ils ne relèvent pas de la rubrique 3230 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Par conséquent, par courrier préfectoral E230777 du 05 avril 2023, l'exploitant a été sollicité pour connaître son positionnement sur le BREF de référence pour le réexamen des conditions d'exploitation IED de l'établissement.</p> <p>L'exploitant n'a pas donné suite à cette demande.</p>

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que celui-ci n'était pas concerné par l'aspect transformation des métaux. En effet celui-ci ne fait que recevoir des pièces à traiter.

Par conséquent, le document de référence du site reste le BREF STM.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, contenu et périodicité

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets dans l'air porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;

- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée tous les deux ans (en fonction des rejets représentatifs du fonctionnement des installations de zingage ou de nickelage) selon les normes en vigueur. Les débits issus de chaque exutoire concerné par une limite en concentration et en flux sont également mesurés.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les seules opérations réalisées sur site sont des traitements pour des pièces au ZAMAK, ne correspondant pas aux rejets susvisés par les contrôles.

Lors de la visite, il a été constaté que les lignes Zinc cyanure et nickel étaient toujours hors service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 4.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux surveillance et périodicité

Prescription contrôlée :

Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

Des mesures du niveau des rejets en cyanures et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Les mesures visées au présent article sont effectuées :

- En continu pour le pH, t° C et le débit ;
- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en chrome hexavalent et en cyanures ;
- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux. Le type de suivi est le moyen 24 h

Paramètres		Surveillance assurée par l'exploitant	Prélèvements et analyse par un organisme agréé
	Cr VI	Journalier	Trimestrielle
	Cr III	Hebdomadaire	
	Cu	Hebdomadaire	
	Fe	Hebdomadaire	
	Ni	Hebdomadaire	
	Zn	Hebdomadaire	
	Al	Trimestrielle	
	Pb	Trimestrielle	
Paramètres		Concentration moyenne journalière (mg/l)	Surveillance assurée par un organisme agréé
Autres paramètres	pH	Continue	Trimestrielle
	débit	Continue	
	T°C	Continue	
	MES	Trimestrielle	
	CN (aisément libérables)	Journalier	
	F	Trimestrielle	
	Azote global	Trimestrielle	
	P	Trimestrielle	
	DCO	Trimestrielle	
	Indice hydrocarbure	Trimestrielle	

Constats :

Les eaux industrielles sont traitées par la STEP présente sur site avant rejet de manière ponctuelle.

Le site consomme environ 900 m3 d'eau par an sur 2022 et 2023, selon les documents fournis par l'exploitant.

L'exploitant procède à des analyses hebdomadaires de ses propres rejets, témoignant de résultats conformes.

Toutefois, l'exploitant n'a pas su justifier de la réalisation, depuis début 2023 d'une analyse des rejets réalisés par un laboratoire.

Au regard de ces éléments, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser, sous 3 mois, une analyse des rejets par un organisme agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le contrôle devait initialement avoir lieu en décembre 2023. Toutefois, celui-ci a été repoussé par le bureau de contrôle, selon les mails présentés à l'inspection. Le contrôle précédent fait néanmoins état de nombreuses non-conformités, pour la plupart situés sur les lignes de production à l'arrêt depuis des années. Par conséquent, l'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre, sous 4 mois, le nouveau contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Prévention des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 7.6.2 à 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des dispositifs de prévention et d'extinction
Prescription contrôlée : Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Article 7.6.3. Ressources en eau et mousse L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux

risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépotage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets
- de poteaux d'incendie publics situés à moins de 200 mètres des installations. Dans ce cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Article 7.6.4. désenfumage et détection incendie

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Constats :

Les extincteurs ont été contrôlés par Moreau Incendie le 16 novembre 2023.

Le poteau incendie est situé sur le réseau public. Comme lors de la dernière visite, l'exploitant ne disposait pas du contrôle du poteau en question. En présence de l'inspection durant la visite, l'exploitant a contacté la mairie de Montereau pour disposer des résultats du contrôle. La mairie a alors indiqué qu'elle ne disposait pas du contrôle de ce poteau, qui n'est à priori pas répertorié dans leur base de données et de se rapprocher du sous traitant ACP qui effectue les contrôles.

La détection et le désenfumage ont été contrôlés par Moreau Incendie pour la dernière fois en septembre 2021, selon le registre de sécurité. L'exploitant ne dispose toutefois pas du rapport de contrôle. Par mail du 06 mars 2024, l'exploitant a indiqué que la société n'avait jamais transmis le rapport et qu'un nouveau contrôle devrait avoir lieu le 18 mars 2024.

Au regard de ces éléments, l'inspection propose de demander à l'exploitant de transmettre, sous 4 mois, les contrôles de la détection et du désenfumage qui devaient avoir lieu en mars ainsi que celui du poteau public.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

